

## **En Corée : quelle place pour le français aujourd'hui ?**

Choi Mikyung

Au cours des deux dernières décennies, l'enseignement du français en Corée a connu un vif recul dans le secondaire, dont ont fait les frais les professeurs de français, condamnés à se reconverter dans l'enseignement de l'anglais ou d'une autre discipline. Aujourd'hui, la situation semble stabilisée, et un regain d'intérêt pour le français se manifeste dans le supérieur grâce à l'accroissement des échanges avec l'Afrique francophone : les partenariats publics et les investissements privés dans ces pays suscitent une demande d'interprètes, de traducteurs et de professionnels francophones, laquelle exerce une pression en faveur d'un enseignement non plus littéraire de la langue, mais à des fins professionnelles.

### **Le français dans l'enseignement (1900-2005)**

L'enseignement du français a été initié en Corée par les prêtres français avec pour objectif la traduction des textes sacrés et du catéchisme. Disparu pendant la période coloniale, le français refait surface après la Libération mais, « sous l'influence japonaise, l'objectif visé devient l'acquisition d'une culture humaniste, les objectifs pratiques sont négligés et l'essentiel de l'étude porte sur la littérature. » (Milhaud, 2011 : 28) Cette tendance sied parfaitement à la société coréenne qui, imprégnée de tradition confucéenne, met naturellement l'accent sur les études littéraires. Pendant la période de la dictature (1960-1980), les intellectuels coréens, embrasés par l'existentialisme, s'adonnent volontiers à l'apprentissage du français. Des érudits comme Lee O-ryong ou l'écrivain nobélisable Hwang Sok-yong, ami d'Oé Kenzaburo, ont appris le français au lycée pour lire Sartre, Malraux et Camus, mais aussi Stendhal, Flaubert, Baudelaire, Rimbaud, Gide...

Jusqu'au début des années 1990 où une seconde langue étrangère est obligatoire dans l'enseignement secondaire, les filles sont invitées à apprendre le français en plus de l'anglais, les garçons, l'allemand. La mondialisation aidant ainsi que le rapprochement avec les pays voisins, Russie et surtout Chine, l'enseignement des langues vivantes secondes évolue rapidement. Les lycéens se tournent de plus en plus vers le chinois et le japonais aux dépens du français et de l'allemand. Des facteurs jouent contre le français, notamment l'inadaptation des méthodes d'enseignement et l'idée que c'est une langue difficile à acquérir. L'examen final du secondaire, dont les notes décident de l'université à laquelle le candidat peut prétendre, pénalise le français : il est plus facile d'obtenir une meilleure note en japonais, en chinois ou même en arabe.

En 2011, le gouvernement supprime l'obligation de la deuxième langue étrangère. Celle-ci fait désormais partie des matières facultatives, ce qui fait chuter le nombre des élèves ayant choisi une deuxième langue étrangère de 716 000 à 590 600 en l'espace d'une année. L'allemand est la langue la plus affectée. En 2012, à Séoul, 196 lycées dispensent un enseignement du japonais, 176 du chinois et seulement 27 du français. Ce processus qui consistait à donner une plus grande autonomie aux établissements a paradoxalement abouti à une concentration sur certaines matières, celles qui permettraient d'obtenir plus facilement de bonnes notes à l'examen final. Certains rectorats, toutefois, s'efforcent de renforcer

l'enseignement des deuxièmes langues étrangères : c'est le cas de ceux des régions du Gyeonggi ou du Chungbuk, qui ont organisé des journées de discussion en présence de l'ambassadeur de France et des professeurs de français de l'université en novembre 2013. Certains rectorats ont mis en place un enseignement conjoint des lycées et des universités, afin de permettre aux lycéens de suivre des cours de français dans une université si leur lycée n'offre pas cette langue dans son programme de cours.

Il existe, par ailleurs, des lycées spéciaux de langues étrangères, qui sont devenus des établissements d'excellence très demandés par les familles. Séoul en compte six. L'enseignement y est largement assuré par des locuteurs natifs. Les élèves se spécialisent dans une langue dès la première année du lycée. En fin de cycle, ils sont d'un niveau égal à la fin de la première ou même de la deuxième année d'université. Très à l'aise dans leur langue étrangère, souvent ils choisissent une double spécialité à l'université.

La mise en place en 2007 d'un système de certification des compétences en français, DELF/DALF (à la différence du Japon qui, avec le DAPF, dispose de son propre instrument de certification, il n'en existait pas jusque-là en Corée), contribue certainement à maintenir les effectifs d'apprenants de français. Pour les lycéens titulaires du DALF C1, l'admission à l'université est quasi automatique. Cette mesure rend le DELF/DALF attrayant : avec 7 950 inscriptions en 2013, la Corée est le pays où cette certification accueille le plus grand nombre de candidats dans le monde. Leur motivation tient au fait que, dans un environnement très concurrentiel, les jeunes doivent se doter d'une qualification qui les distingue de la majorité. Deuxième langue occidentale en Corée après l'anglais, le français fait figure aujourd'hui de langue choisie par les élites.

L'élève du secondaire a, de plus, la possibilité de remplacer l'anglais à l'examen final par une autre langue seconde : ainsi, 3 433 lycéens ont passé l'équivalent du baccalauréat avec le français au lieu de l'anglais en 2012.

Dans l'enseignement supérieur, le tout anglais gagne du terrain à partir des années 1990, la crise financière de 1997 accélérant le processus. Des départements de français sont fermés, refondus dans ce qu'on appelle les études de civilisation européenne. Les étudiants passent les tests d'anglais (TOEIC ou TOEFL) dont les notes sont décisives au moment du recrutement dans les grandes entreprises pour lesquelles les affaires dans le monde se font en anglais – ce qui est compréhensible dans une économie essentiellement tournée vers l'exportation. Toutefois, l'Université nationale de Séoul exige des candidats qu'ils passent une épreuve de deuxième langue étrangère à l'examen d'entrée.

La situation du français dans l'enseignement supérieur est stagnante. Notons toutefois que l'accident de Fukushima a provoqué une baisse des candidats en japonais dont ont profité les départements de français. Les cours de culture et de civilisation françaises sont très bien accueillis, le nombre des inscrits est en hausse continue. Tendances dont ne bénéficient pas, cependant, les études de langue et de littérature françaises. Les départements d'anglais connaissent le même phénomène, les étudiants s'intéressant plus à des études pragmatiques et moins à Shakespeare. Il n'en demeure pas moins que les 70 départements de français des universités commencent à connaître quelques retombées positives de l'enseignement du français à des fins professionnelles.

## **Le français, langue des affaires, et la formation professionnelle**

Si la littérature et la culture ont été à la source de l'intérêt pour le français en Corée, ce sont désormais des considérations économiques et industrielles qui apparaissent porteuses d'avenir pour cette langue. L'achat du TGV par la Corée est peut-être ce qui a marqué ce tournant. La négociation, la construction de la ligne à grande vitesse mise en service entre Séoul et Busan / Séoul et Mokpo en 2004 et le transfert technologique ont nécessité d'engager un certain nombre de diplômés en français. Les séances de négociation, de formation des techniciens et des ingénieurs et de maintenance ont impliqué le recrutement de nombreux interprètes ; des centaines de milliers de pages de documents techniques ont dû être traduites par des traducteurs francophones.

L'élection de Ban Ki-moon au poste de secrétaire général de l'ONU a apporté un soutien nouveau à l'enseignement du français. Ce fut l'occasion d'apprendre que, pour son élection, sa connaissance même imparfaite du français a joué un rôle déterminant, la France siégeant comme membre permanent au Conseil de sécurité. De plus, Ban Ki-moon avait auparavant effectué de nombreux voyages en Afrique en tant que ministre des Affaires étrangères, tandis que le président Roh Moo-hyun signait en 2005 un partenariat stratégique avec l'Algérie, événement qui allait marquer le début d'une coopération intense entre la Corée et l'Afrique francophone. La Corée est désormais très présente en Algérie avec des projets de construction de villes nouvelles, d'infrastructures, de lignes de métro, d'usines pétrochimiques, etc. De nombreux projets de développement via le Fonds d'aide publique de l'agence coréenne de développement (KOICA) sont conduits en Tunisie, au Maroc, en République démocratique du Congo, au Gabon, au Sénégal, à Madagascar. Pareille évolution a incité le ministère des Affaires étrangères coréen à recruter des interprètes et des traducteurs pour sa direction Afrique et Moyen-Orient mais aussi pour ses postes diplomatiques dans les pays africains.

Le secteur privé représenté par les grands conglomérats comme Samsung, Daewoo, Hyundai, Dongwon ou Dongmyong sont aujourd'hui très présents sur le continent africain. Les sociétés nationales ou publiques comme KEPCO (production et distribution d'électricité) recrutent des diplômés en français. Les spécialistes de français, beaucoup plus rares que ceux d'anglais, de chinois ou de japonais, jouissent de ce fait d'un certain privilège. La rémunération de ceux qui acceptent des postes en Afrique est souvent deux à trois fois supérieure à celle des employés engagés après leurs études universitaires. Ainsi il n'est pas rare de voir le portail de recrutement « Incruit » afficher la clause : « priorité accordée aux francophones ». Marianne Milhaud rapporte que, selon le même site, entre 2006 (date du démarrage de la coopération avec l'Afrique) et 2008, la demande de spécialistes de français, langue la plus recherchée, a été multipliée par 15. Alors que pendant longtemps les seules perspectives de recrutement qui s'offraient aux étudiants ayant opté pour le français ont été l'enseignement et... l'ambassade de France. Paradoxalement, les entreprises françaises installées en Corée n'œuvrent guère à la promotion du français, leurs cadres expatriés ici choisissant de travailler en anglais.

Une part de la demande vient aussi des médias, l'Agence de presse Yonhap, la chaîne publique KBS, la revue Koreana : soucieux de faire connaître la Corée dans la communauté internationale, ils font traduire de nombreux articles en français. Le secteur d'édition engage lui aussi des traducteurs professionnels formés dans les écoles d'interprètes et de traducteurs,

alors qu'il y a encore vingtaine d'années, la plupart des traductions étaient effectuées par des professeurs des universités. La Corée s'enorgueillit de posséder deux écoles de formation de traducteurs et d'interprètes (à l'université Ewha et à l'université Hankuk, toutes deux à Séoul), qui voient chaque année, depuis six ou sept ans, arriver des candidats en plus grand nombre. Les élèves de la section française de mon école sont souvent recrutés par l'administration ou les grands groupes industriels avant même qu'elles aient terminé leurs études.

Le français en Corée, qui a été la langue de la littérature et qui a souffert de l'absence de politique linguistique cohérente et prospective, et du tout-anglais, trouve une nouvelle justification depuis le milieu des années 2000. On peut même dire qu'il ne s'est jamais aussi bien porté sur le marché de travail en Corée. Le nombre de candidats aux certifications DELF/DALF mais aussi les recrutements de professionnels capables de travailler en français en témoignent.

Ce qui a permis ce regain d'intérêt pour le français, c'est l'existence d'un enseignement professionnalisant, celui que dispensent les écoles d'interprètes et de traducteurs qui mettent sur le marché du travail des diplômés de très haut niveau. Un cercle vertueux semble désormais en place : les employeurs recherchent des professionnels francophones parce qu'ils ont l'assurance qu'ils sont d'un bon niveau, et ces derniers, assurés qu'il existe un marché où leurs compétences sont désirées, tentent de hausser leur niveau de compétence. Cercle vertueux qui profite davantage aux jeunes femmes (puisque ce sont elles qui, traditionnellement, se tournent plus volontiers vers l'apprentissage du français) et qui accompagne leur entrée en force, en Corée, aujourd'hui sur le marché du travail.

Si l'on tient compte du fait que pour de nombreux marchés publics et projets de développement en Afrique francophone, on est encore au stade des appels d'offre ou de la signature des contrats, si l'on tient compte du fait que l'Afrique enregistre une croissance moyenne de son économie de 5 % par an, il y a lieu d'avoir confiance dans l'avenir du français pour les professions en Corée.

Choi Mikyung  
Interprète de conférences  
et professeur à l'École d'interprètes et de traducteurs  
université Ewha, Seoul

***Références :***

<http://www.koreaherald.co.kr> (Recruiters seek speakers of French, Russian)

<http://www.incruit.hani.co.kr/people/news/special/?act=view&taid=520469>

<http://www.french.yonhapnews.co.kr>

Marianne Milhaud, « Paradoxe et perspectives du français en Corée », in Synergies Corée, n° 2, 2012.